

Setty.

*In die Sammlung der
Missionsberichte.**F
28. V. 12.*

POLITISCHES DEPART.
+ 28-MAI-1912 +
N ^o 20. VIII.

Cirk. v

Rec.

Engel. Hoff.

R.P. No.174.

Londres, le 25 mai 1912.

3 Portland Place, W.

Monsieur le Président,

Quoique Londres soit peut-être le centre de politique internationale le plus important du monde, il est presque impossible aux Représentants des petits Etats d'y obtenir des renseignements de sources officielles.

A l'Office des Affaires Etrangères on est on ne saurait plus collet monté. En règle générale, on ne Vous y dit rien ou, quand on Vous dit quelque chose, c'est ce qu'on a déjà lu *dans les journaux du matin ou ce qu'on va lire* dans les journaux du soir. La mentalité anglaise est ainsi faite qu'elle ne comprend pas qu'on puisse s'intéresser à des questions politiques dans lesquelles on n'est pas directement partie en cause. Aussi, quand on cherche à obtenir des informations, risque-t-on d'être traité en importun ou en intrus. C'est la plainte générale de tous mes collègues des Puissances secondaires. A cela vient s'ajouter que, dès son arrivée à l'Office des Affaires Etrangères, Sir Edward Grey a supprimé le jour de réception hebdomadaire du Secrétaire d'Etat, de sorte que chaque échange d'idées d'ordre un peu général, soit avec lui, soit avec des Collèges dans le salon d'attente, est actuellement exclu.

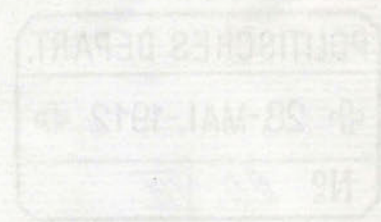
Restent les Ambassadeurs. Mais ceux-ci estiment évidemment, ici, qu'il est de leur dignité d'être d'un accès dif-

Au Département politique suisse,

BERNE.

Dodis





ficile pour les Représentants des petits Pays et qu'il importe d'observer la même réserve dont l'exemple leur est si parfaitement donné par l'Office des Affaires Etrangères.

Enfin, en société, on parle bien quelquefois politique, mais presque toujours politique intérieure, car c'est elle seule qui, au fond, passionne l'Anglais.--

Cependant et au reçu de Votre lettre du 15 mai, j'ai fait de mon mieux et suis allé aux informations; j'ai notamment vu Sir Arthur Nicolson, Sous-Secrétaire d'Etat permanent aux Affaires Etrangères.

Sir Arthur reconnaît que la situation n'est pas claire et qu'on est partout un peu nerveux. Il ne voit toutefois pas à l'horizon des complications assez sérieuses pour qu'il y ait lieu de craindre une "explosion" (c'est le mot dont il s'est servi). Il va sans dire que la continuation de la guerre italo-turque lèse de plus en plus les intérêts des neutres: de là leurs efforts pour la faire cesser. La Russie s'est le plus avancée dans ce sens, mais Sir Arthur ne pense pas qu'elle ira jusqu'à opérer sur la Turquie une pression qui pourrait compromettre la paix ou son alliance avec la France et son entente avec la Grande-Bretagne.

Du côté du Maroc, il est incontestable que la France se trouve, quant à l'établissement de son protectorat, en présence de difficultés beaucoup plus grandes qu'elle l'admettait. En revanche, et c'est un point important, l'entente entre la France et l'Espagne au sujet du Maroc paraît devoir se faire bientôt d'une manière satisfaisante pour les deux Pays, grâce surtout aux bons offices de la Grande-Bretagne, laquelle, soit dit entre parenthèses, n'oublie naturellement pas la défense de ses propres

intérêts. Il est évident qu'elle préfère voir s'établir, vis-à-vis de Gibraltar, la faible Espagne que la France, incomparablement plus forte.

En ce qui concerne les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ils se sont considérablement améliorés depuis l'année passée et les pourparlers tendant à les placer sur une base plus stable et plus tangible continuent. On espère que dès l'arrivée du nouvel Ambassadeur d'Allemagne il y aura un échange de vues plus actif. Il ne m'a malheureusement pas été possible d'obtenir des renseignements positifs sur la nature de ces pourparlers, bien que j'aie aussi interpellé Lord Haldane sur cette matière.

De toutes parts j'apprends que les Puissances principalement intéressées dans la Méditerranée, notamment la Grande-Bretagne, la France et l'Autriche-Hongrie, n'assistent pas sans une certaine inquiétude à la saisie, par l'Italie, l'une après l'autre, des îles de la mer Egée. Ces Puissances appréhendent, de ce fait et pour le moment du moins, une perturbation de l'équilibre dans la Méditerranée orientale. Depuis son entente avec la France et depuis la tension de ses rapports avec l'Allemagne, le Gouvernement britannique retirait ses escadres de la Méditerranée pour les concentrer dans la mer du Nord, à l'adresse de Berlin. Pour la défense de ses intérêts dans la Méditerranée, la Grande-Bretagne s'en remettait de plus en plus à la France. Les récents événements de la guerre italo-turque ont engagé le Gouvernement britannique à examiner si cette politique cadrerait encore avec les exigences actuelles. Jusqu'ici il n'y a pas eu de revirement et il n'y en aura peut-être pas. Mais le voyage du Premier-Ministre et du Premier Lord de l'Amirauté à Malte

prouve suffisamment qu'il y a maintenant, à ce sujet, quelque hésitation.

En tout cas, on attache ici, pour le moment, plus d'importance à ce qui se passe dans la mer Egée que dans les Balkans, où des troubles sérieux ne seraient pas à craindre. La Bulgarie, la Grèce, la Serbie promettent de rester sages et les conditions de l'Albanie ne seraient pas aussi menaçantes que les nouvelles données par les journaux pourraient le faire admettre.

En résumé, on reconnaît ici que la situation est complexe; on ne saurait dire quel développement vont prendre les choses; mais on n'est pas pessimiste et ne pense pas que des complications guerrières pourraient surgir.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les nouvelles assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

Carlin